

Rencontre

Abbas Ibrahim aux « rencontres du rectorat » de l'USJ : Il faut sortir de la communauté et aller vers la nation



À la fin de la rencontre, le rector de l'USJ et le général Ibrahim ont échangé des cadeaux en souvenir de ce débat.

Photo Michel Sayegh

Scarlett HADDAD

« Nous militons pour un État sûr, non pour un État sécuritaire, et la lutte contre le terrorisme commence par l'éducation. Les États bâtis sur des régimes totalitaires sont en train de s'effondrer, et seuls ceux qui respectent les droits de leurs citoyens résistent aux tempêtes qui soufflent sur le monde... Autant de phrases-clés que le directeur général de la Sûreté générale a lancées devant le rector de l'USJ, le père Salim Daccache, et ses invités (des doyens, des professeurs et des étudiants, ainsi que des personnalités comme Nayla Moawad et Roger Nasnas), réunis dans le cadre des « rencontres du rectorat ».

Devant ce parterre choisi, le général Abbas Ibrahim a développé sa vision du rôle du service de sécurité qu'il dirige et des menaces qui pèsent aujourd'hui sur le pays. En dépit d'une grippe aiguë, il a tenu à maintenir le rendez-vous et répondu à toutes les questions des présents, avec sa franchise habituelle, loin de la langue de bois des responsables politiques traditionnels. Conscient d'être à la tête d'un département controversé dans les médias, même si, selon les sondages, il jouit d'une bonne image auprès des citoyens, le général Ibrahim a exposé sa conception du rôle de la Sûreté générale qui est à la fois « au service du citoyen et responsable, avec d'autres services, de la sécurité du pays et de la stabilité politique ». Il a aussi expliqué les efforts déployés par la SG pour mener à bien sa mission, tout en respectant les droits de l'homme, qu'il s'agisse de ceux des prisonniers ou des personnes arrêtées pour activités terroristes. Il a aussi insisté sur la coopération avec les organisations de la société civile pour assurer un plus grand respect de l'être humain et renforcer le lien entre les institutions étatiques et les citoyens, dans le but de consolider la paix civile.

Après un mot de bienvenue du père Daccache, le général Ibrahim a pris la parole, déclarant d'emblée qu'il souhaite avoir une conversation franche, commençant par rappeler que « le Liban a été créé au nom de la liberté » et qu'il a longtemps été un « refuge pour tous ceux qui fuyaient les régimes tyranniques ». « Sa composition culturelle et démographique est basée sur la diversité politique, sociale et religieuse, mais, aujourd'hui, ce pays est menacé par le terrorisme tout au long de ses frontières et même à l'intérieur de son territoire,

dans le cadre d'un phénomène qui frappe aujourd'hui l'Europe et les États-Unis. De plus, les conséquences de ce phénomène ont été particulièrement lourdes au Liban qui a dû accueillir près de 2 millions de personnes, entre réfugiés et déplacés », a dit le général Ibrahim.

L'officier a insisté sur le fait que toutes les mesures prises par la Sûreté générale tiennent compte des conventions internationales et de la Charte des droits de l'homme. « S'il y a encore de mauvaises conditions, c'est d'abord à cause du manque de moyens et ensuite de la crise sociale qui conduit à la hausse des infractions, et enfin de l'augmentation du nombre de déplacés au Liban, ces milieux défavorisés encourageant la délinquance. Malgré cela, la Sûreté a construit un nouveau bâtiment pour la détention préventive, conforme aux critères du respect des droits de l'homme », a-t-il ajouté.

À ceux qui ont loué « son sens diplomatique et son ouverture d'esprit », Abbas Ibrahim a répondu qu'il reste un fils de l'institution militaire, ayant été à un moment le chef des commandos de l'armée, puis responsable des SR au Liban-Sud. C'est d'ailleurs lorsqu'il occupait cette fonction, en 2005, qu'il a découvert que l'un des problèmes des jeunes de Ain el-Héloué est le manque de contact entre eux et les Libanais. Il a donc instauré un mécanisme de contact et constaté qu'une grande partie d'entre eux sont poussés au désespoir par l'enfermement et le manque d'horizon, mais ne demandent qu'à améliorer leurs conditions de vie. C'est ainsi qu'il a jeté les bases d'une coopération entre les factions de Ain el-Héloué et les autorités libanaises, qui continue à porter ses fruits aujourd'hui.

Pour le directeur de la SG, la lutte contre le terrorisme passe par l'éducation et l'amélioration des conditions sociales, tout comme la stabilité sécuritaire passe aussi par une stabilité politique. Selon lui, la frustration engendre la révolte et ouvre la voie à tous les excès. De même que l'éducation est primordiale dans la formation des citoyens de demain. « Vous formez les nouvelles générations, et nous les protégeons », a-t-il déclaré à son auditoire dans une allusion claire à la complémentarité entre les institutions éducatives et la Sûreté générale.

Selon lui, la lutte contre la corruption passe par la loi électorale qui devrait permettre aux Libanais de sortir de leur repli confessionnel.

« Car ce sont les protections confessionnelles qui favorisent la corruption », a affirmé le général Ibrahim, avant d'ajouter : « Il faut sortir de la communauté et aller vers la nation. » Il a précisé à cet égard qu'il est lui-même un musulman pratiquant, mais, lorsqu'il entre dans son bureau à la Sûreté générale, il laisse sa religion à la porte et travaille pour le Liban. En réponse à une question, il a précisé que les débats actuels devraient aboutir à l'adoption d'une nouvelle loi électorale « qui ne sera pas à la hauteur de nos ambitions, mais constituera un pas en avant ».

En réponse à une question sur les cas de Chadi Mawlaoui et le cheikh Tarras, arrêtés par la Sûreté puis relâchés par la justice à cause de pressions politiques, Abbas Ibrahim a répondu que le Liban n'est pas un environnement favorable aux extrémistes. C'est vrai pour toutes les communautés, y compris les sunnites. Mais ce qui se passe, c'est qu'il y a malheureusement de petits groupes qui cherchent à gagner des voix en adoptant des positions radicales.

Au sujet des militaires enlevés par Daech, il a précisé qu'il y a actuellement un médiateur sérieux. Concernant les deux évêques enlevés, il a précisé que les ravisseurs ne se sont jamais manifestés. Pourtant, il a évoqué cette question au cours de son voyage en Russie, sachant qu'il a été dit que les ravisseurs seraient tchétchènes, et que par conséquent la Russie pourrait jouer un rôle à ce niveau. Il y aura donc un suivi puisqu'une délégation russe doit arriver prochainement à Beyrouth.

Au sujet de l'opération de la Sûreté contre un terroriste présumé de Daech infiltré à Solidère, le général Ibrahim a affirmé qu'il aurait mieux valu ne pas en parler « car l'objectif des terroristes est justement de semer la panique et de porter un coup à la vie économique libanaise, même si l'opération ne réussit pas ». Mais, puisque cela a été divulgué, il a donné les précisions suivantes : « Le jeune homme recueillait les informations données par les caméras installées au centre-ville et les donnait à un ingénieur qui les communiquait à son tour à un agent à Ain el-Héloué, lequel les transmettait à Raqqa. »

Il a enfin insisté sur le fait que les lois libanaises sont modernes, mais que ce qui manque c'est leur application. En conclusion, il a comparé le pays à un être humain, dont le squelette serait l'État, l'économie, la chair et la politique les vêtements... « Mais l'âme, elle, reste le peuple ! » a-t-il conclu.